

LA FRANCE LIBRE

La France aux Français !

Journal Populaire, Republicain Catholique

Christ et Liberté

ABONNEMENTS

	UN AN	MOIS	6 MOIS
LYON et Départements limitrophes...	20 fr.	11 fr.	6 fr.
Autres Départements.....	24 fr.	13 fr.	7 fr.

DIRECTEUR : F.-I. MOUTHON

LYON, Rue Condé, 35 bis - RÉDACTION & ADMINISTRATION - 35 bis, Rue Condé, LYON

ANNONCES

Les Annonces sont reçues, pour Lyon et la Région :

EXCLUSIVEMENT

AUX BUREAUX DU JOURNAL

A Paris : Chez M. PRÉVAL, 28, Rue d'Assas

LA JOURNÉE

La presse est unanime à constater que le message Mac-Kinley n'a pas, à beaucoup près, résolu la crise et que la situation conserve presque toute sa gravité. On croit la majorité parlementaire des États-Unis favorable à l'intervention de la marine américaine dans les affaires espagnoles à Cuba.

Maximo Gomez, le chef des insurgés cubains, aurait refusé l'armistice que l'Espagne a fait proclamer dans l'île.

Le syndicat Dreyfus reprend avec des formes et des prudences, la campagne de diffamation que l'on avait pu croire abandonnée. La feuille de Clémenceau, trop compromise, a dû être remplacée par les amis du traité et c'est le journal d'Yves Guyot qui est maintenant chargé des besognes dégoûtantes.

L'entrevue de Félix Faure et de la reine Victoria à Nice aura lieu demain.

Médiation du Pape

L'intervention diplomatique de Léon XIII dans le différend soulevé entre l'Espagne et les États-Unis remet à l'ordre du jour, malgré les préoccupations électorales, la grande question de l'établissement d'un tribunal arbitral chargé de régler à l'amiable les affaires internationales et d'empêcher la guerre chez les peuples civilisés.

L'idée première de cette institution est d'origine chrétienne et remonte au moyen âge. Elle a été conçue par les Papes qui entreprennent de soumettre les nations et les princes à l'autorité spirituelle de l'Eglise, et de faire régner sur la force brutale des passions, des intérêts et des armées, la force rationnelle et civilisatrice de la justice et du droit. Ceux qui ne voient dans les luttes du sacerdoce et de l'Empire qu'un développement d'ambitions humaines, ne comprennent rien à l'évolution sociale que le christianisme a enfantée. A l'origine de ce mouvement, il y a l'idée de la prédominance de l'esprit sur la matière et celle de la supériorité divine de la puissance religieuse sur l'autorité politique. De là le terme logique de cette évolution lente et graduelle : l'unité chrétienne au-dessus des divisions de races et des séparations nationales, le Pape au-dessus des peuples et des rois, l'empire de la Religion, c'est-à-dire de la Fraternité et de la Justice, au-dessus des rivalités de frontières et des compétitions d'intérêts. C'était le rêve de la République chrétienne et de la Paix universelle : c'est été le triomphe de l'idée et du droit.

L'estime que la Renaissance païenne, la Réforme religieuse, le Rationalisme et la Révolution, qui ont arrêté l'évolution chrétienne des peuples et brisé la puissance politique de l'Eglise, n'ont pas, comme on le prétend, sauvé le monde d'un épouvantable despotisme ; et je pense en outre que le Socialisme contemporain, qui paraît poursuivre la réalisation du rêve de la République universelle et de la Paix générale, fera regretter à ses adversaires vaincus les foudres de l'excommunication papale et même les pénalités, parfois excessives, du Saint-Office de l'Inquisition.

Quoi qu'il en soit, des penseurs, des hommes d'Etat et des hommes d'affaires ont songé à un arbitrage international permanent. Ce serait, à mon avis, le couronnement de ce progrès social qui consiste à remettre à des juges la solution des différends qui naissent entre les hommes. La première concession que l'individu fait à la société, c'est précisément de renoncer à sa justice personnelle ; et l'étendue de cette renonciation est proportionnelle à la perfection même de l'état social. Aussi l'histoire nous fait-elle voir le rôle du juge croissant avec la civilisation et se centralisant de plus en plus dans les mains du pouvoir royal comme l'attribution propre de l'autorité suprême. De nos jours, chez les peuples civilisés, nul particulier, nulle famille, nulle association ne peut imposer par la force le règlement d'une affaire quelconque. C'est à peine si l'on trouve encore dans la ridicule pratique du duel une trace de l'ancienne barbarie. Pourquoi les différends entre les États eux-mêmes ne seraient-ils pas soumis à la décision d'un arbitrage international ? Sans nul doute aucun principe de notre civilisation ne s'y oppose, tout au contraire. Serait-ce la politique qui ferait obstacle à un tel projet ?

La politique nous a dotés du militarisme. Loin de moi la pensée de me plaindre des charges que le sentiment de l'honneur national et le souci de la défense du pays nous imposent. Le pa-

triotisme nous oblige à ces sacrifices ; l'amour de la France vous les rend légers. Mais, à regarder les choses en philosophe et en chrétien, qu'est-ce que le système de la nation-armée sinon le procédé militaire des peuples barbares, chez lesquels tout adulte valide est guerrier et doit porter les armes ? Est-ce bien là le progrès de la civilisation ? Ne consisterait-il pas, au contraire, à réduire le nombre des soldats et à laisser les citoyens travailler paisiblement au bien-être, à la grandeur et à la gloire de la patrie, dans l'agriculture, l'industrie et le commerce, dans les lettres, les sciences et les arts ?

Pas n'est besoin d'énumérer ici les maux causés par le militarisme qui sévit dans toute l'Europe, surtout depuis trente ans : l'augmentation des impôts, la perte d'une grande quantité des forces de travail et de production, les multiples dommages endurés par les familles, les avantages faits aux étrangers sur les citoyens dans beaucoup de carrières, la démolition des campagnes, l'afflux des populations vers les villes, l'amour croissant de l'émigration pour le travail et d'un fonctionarisme quelconque. Ces maux suffiraient assurément à faire condamner le système. Mais je ne veux invoquer contre lui que les seuls principes de la civilisation et du progrès dans l'ordre, la paix, la justice et la fraternité. Le militarisme moderne est un retour vers ces époques de barbarie où la seule force des armes dirimait les litiges entre les peuples, où la force primait le droit.

L'institution d'un suprême tribunal d'arbitrage, dont les sentences seraient exécutées grâce à l'action commune, diplomatique ou militaire, de toutes les autres puissances sur la puissance condamnée, apparaît comme un rêve peut-être, mais comme un rêve inspiré par les idées chrétiennes et par les sentiments humanitaires dont la civilisation moderne est, malgré tout, le lent et progressif développement. Je me refuse à n'y voir qu'un décevant mirage ; j'espère que le siècle à venir en posséderait le premier rudiment, et qu'un jour l'humanité jouirait de bienfaits d'une paix que la guerre fratricide ne troublerait plus jamais.

Sera-ce le résultat de l'union économique qui se fait chaque jour plus étroite entre tous les peuples et qui aboutira naturellement à une certaine unité politique ? Il importe peu. Mais on peut prévoir que le Chef du catholicisme aura sa place marquée dans ce tribunal suprême ; et ce sera la gloire du christianisme d'avoir présidé cette formation de la grande famille humaine et préparé ce triomphe final du Droit, de la Justice, de l'idée.

Abbé GATRAUD.

Politique Nationalisme

A lire les journaux dreyfusards et francs-maçons — ce qui est, le plus souvent, la même chose — nous serions menacés d'un retour offensif du boulangisme.

Il est certain que l'initiative qu'a prise l'autre jour Paul Déroulède, d'un manifeste adressé à toutes les municipalités, serait tout à fait caractéristique, si l'on ne se rendait compte, à la première lecture, que c'est un acte tout spontané, qui n'engage donc que son auteur, — et qui l'honore, d'ailleurs, grandement.

Mais en même temps l'on annonce que Maurice Barrès est candidat à Nancy, et que Laguerre — auquel personne ne pensait plus — a reparu en Vaulx, cherchant une circonscription.

Il est certain qu'il y a un état d'esprit favorable à un certain « boulangisme », en ce sens que nous subissons, depuis quelques mois, une véritable exaspération du sentiment national, et que nous sentons plus vivement les liens qui nous rattachent à l'armée nationale. Mais à qui la faute, sinon aux agitateurs cosmopolites et aux naïfs « intellectuels » qui font leur jeu ?

Disons-le bien franchement : nous constaterons que ce serait un malheur pour notre pays de connaître un nouveau boulangisme, qui nous menacerait, comme l'ancien, du caractère dont nous n'attendons rien de bon. Et ceci nous met à l'aise pour affirmer que si nous courons ce danger, ce n'est point nous qui en sommes responsables, mais ceux-là justement qui dénoncent avec le plus d'insistance « l'alliance du sabre et du goupillon ».

Il y eut, dans l'ancien boulangisme deux éléments bien distincts : tout d'abord une manifestation de notre tempérament coarcté, une protestation de notre dignité nationale contre les hontes du Wilsonisme, et ceci était parfaitement légitime et fit le succès du boulangisme auprès des masses. Il y eut aussi la tentative électorale, l'assaut donné par les partis d'opposition anticonstitutionnelle à la forme du gouvernement que le pays entendait conserver ; et c'est par ce côté que le boulangisme échoua.

Il ne faut pas que l'agitation nationaliste d'aujourd'hui se compromette irrémédiablement par n'importe quelle compromission avec les ennemis de la République ; le nationalisme ne saurait être le programme d'un parti d'opposition, d'une minorité, car une minorité peut-elle valablement se dire « parti national » ?

Pour lutter efficacement contre l'influence des étrangers et contre la domination des juifs, qui se manifestent par l'affaire Dreyfus-

Zola avec tant d'insolence, il ne faut pas que notre action puisse prêter à l'équivoque.

Republicains, nous voulons arracher la République aux juifs et aux socialistes, de peur que leurs exécs la fassent tomber sous la domination d'un dictateur. Nationalistes, tant qu'on voudra : mais non pas boulangistes.

Et sans doute il sera regrettable que les élections se fassent sur ce programme : car c'est reculer, ou au moins piétiner sur place, alors qu'on aurait pu aller de l'avant. Mais encore une fois ce n'est pas nous qui aurons voulu, mais bien les juifs et leurs amis.

Le devoir d'un véritable homme de gouvernement ne serait-il pas de prendre la tête de ce mouvement de défense nationale ? Mais nos hommes de gouvernement l'oseront-ils ? On annonce que M. Méline et M. Barthelemy — pour ne parler que de ceux-là — vont prononcer bientôt de grands discours politiques. Nous attendons avec impatience leurs déclarations. Mais nous doutons bien que, sur ce point au moins, elles nous satisfassent...

Philéas.

Nos Dépêches

SERVICES TÉLÉGRAPHIQUE & TÉLÉPHONIQUE SPÉCIAUX

Informations

LA CANDIDATURE DÉROULÈDE
Angoulême. — Une grande réunion publique a eu lieu hier : la candidature républicaine et plébiscitaire de Déroulède a été acclamée à Angoulême.

LA PISCICULTURE FRANÇAISE
Paris. — Le conseil supérieur de pisciculture de France, dans sa séance d'aujourd'hui sur la proposition de la délégation des « Partis Pêcheurs Lyonnais » a émis à l'unanimité le vœu suivant :
« Suppression de l'adjudication pour les lots affermés aux sociétés de pêche et de pisciculture en prenant pour base les prix moyens des trois dernières adjudications ».

UNE CONSPIRATION EN CHINE
Londres. — Une dépêche de Shanghai annonce qu'on a découvert au palais impérial à Pékin une formidable conspiration menaçant la vie de plusieurs hauts personnages.

LE CONGRÈS D'HYGIÈNE DE MADRID
Madrid. — Le congrès d'hygiène a entendu aujourd'hui une communication du professeur Chantemesse, de Paris, sur le serum contre la fièvre typhoïde ; de M. Nocard, de Paris, sur la découverte du microbe de la péripneumonie des bovidés ; de MM. Roux et Borrel, sur la tétanos ; de M. Löffler, de Berlin, sur la fièvre aphteuse ; de M. Behring, de Berlin, sur la toxine tuberculeuse ; de M. Metchnikoff, de Paris, sur l'immunité. La séance a été fort importante.

M. Félix Faure à Nice

Nice. — Le registre déposé à l'hôtel qu'habite le président de la République continue à se couvrir de signatures, parmi lesquelles on remarque celles de lord Salisbury, M. de Stackelberg, aide de camp du grand-duc Vladimir, etc., etc. Le président a envoyé ce matin le colonel Ménezès prendre des nouvelles de la reine Victoria.

L'entrevue doit avoir lieu demain. M. Blondel s'est inscrit chez lord Salisbury. M. Félix Faure est parti ce matin, avec deux amis et le colonel Ménezès, pour une nouvelle excursion. Il dînera dans les environs de Nice.

L'entrevue avec la reine Victoria

L'entrevue du président de la République avec la reine d'Angleterre est fixée définitivement à demain, 3 heures de l'après-midi. A son arrivée au Regina-Palace, dont la reine Victoria occupe toute une aile immense, le président sera salué au nom de la souveraine par les deux aides de camp, les lieutenants-colonels Carlington et Edwards, qui le conduiront aux appartements du premier étage réservé à la reine. Celle-ci ayant près d'elle ses deux filles, les princesses Christian de Sleswig Holstein et Béatrice de Battenberg, attendra le président dans son salon. Les deux princesses se retireront ensuite, laissant en tête à tête la souveraine et le président.

La reine a l'intention d'inviter M. Félix Faure à dîner à la fin de la semaine.

LE CHANTAGE DREYFUS

La nouvelle campagne

Paris. — Le Siècle, qui semble avoir officiellement succédé à l'Aurore, devenu trop suspect pour l'accomplissement des besognes honteuses du « bill » une lettre ouverte au ministre de la guerre, signée d'un nom inconnu et dont voici la conclusion :

« Avant qu'il soit trop tard... car il y aura un jour prochain, très prochain, où il sera trop tard — faites donc le nécessaire ».

Ce que j'appelle « le nécessaire », je n'ai pas besoin de le préciser : vous savez toute la vérité.

Ne pensez-vous pas qu'il serait temps de la dire vous-même ?

Vous savez qui a trahi pendant plusieurs années, fureusement, systématiquement, et vous savez que le malheureux qui agonise à l'île du Diable est innocent de ces crimes. Faites donc une petite enquête supplémentaire, faites-la vous-même.

Tâchez donc de savoir — cela vous sera facile — si des copies de certains dessins confidentiels, faits au printemps 1896, sur certains fusils, ne sont pas à M. Boulanger, de Berlin, dans la toxine tuberculeuse ; de M. Metchnikoff, de Paris, sur l'immunité.

siège est à Rouen, n'est pas connue de gens qui ne devraient pas la connaître.

La campagne à l'étranger

Rome. — La Correspondance politique écrit :

« Les révélations du Siècle sur le procès Dreyfus sont assez commentées et produisent une vive impression. Généralement on croit qu'elles répondent à la vérité, sauf dans quelques détails incomplets et inexacts. On assure que plusieurs députés posent une question à M. Visconti-Venosta, ministre des affaires étrangères ».

Nous croyons que le ministre ne pourra que confirmer les déclarations déjà faites par le sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, qui n'a que des rapports avec le colonel Panizzardi et le capitaine Dreyfus.

La Correspondance ajoute que probablement le colonel Panizzardi retournera en Italie vers la fin de ce mois.

Le cas de Panizzardi

Paris. — Le jour public sous ce titre les deux lettres suivantes :

La première, signée « un officier d'artillerie », est ainsi conçue :
« J'ignore si M. Hanotaux a l'intention de demander le rappel de M. Panizzardi, qui vient de s'associer à la bande des insulteurs de l'armée française, mais il est bien certain que si nous le rencontrons dans les fêtes officielles, notre devoir à tous sera de lui tourner le dos. La place de cet officier n'est plus à Paris ».

La seconde lettre, signée « d'un groupe d'anciens soldats », dit :
« Le gouvernement n'agissant pas, ne faisant pas respecter la France en exigeant le rappel des attachés militaires qui prennent part dans l'affaire Dreyfus, l'Etat-major français, nous sommes décidés à siffler, le 14 juillet, lorsqu'ils iront à la revue de Longchamps, les attachés militaires allemand et italien ».

M. Ployer et le conseil de guerre

Paris. — M. Ployer, bâtonnier de l'ordre des avocats, a offert spontanément de représenter seul la partie civile pour les membres du conseil de guerre diffamés par Zola. Il ne serait aidé d'aucun autre avocat. Mais les officiers, tout en estimant à sa haute valeur le concours de M. Ployer et en acceptant son offre avec reconnaissance, ont refusé le désir bien compréhensible de confier chacun leurs intérêts à un avocat différent, de façon à donner toute l'envie nécessaire au procès qui va se dérouler à Versailles et qui sera définitivement, il faut l'espérer, l'affaire Dreyfus.

L'Afrique occidentale

Paris. — M. Ballot, gouverneur de l'Afrique occidentale, vient d'exposer son plan dans une interview. Ce plan consiste à établir de Carnotville à Ouagadougou, à Say au nord, à Bousa à l'est, trois lignes de postes qui complèteront une quatrième ligne sur le Niger même, de Say à Bousa. M. Ballot constate que la paix, première condition à obtenir pour tirer parti des grandes richesses de ces pays, est aujourd'hui assurée. Il reste maintenant à établir des voies pratiques de communications, notamment une voie ferrée qui, partant de Kotonou, atteindrait le Niger soit à Bousa, soit à Badjiho. La maison Mante et Borrell, de Marseille, est en pourparlers pour obtenir la concession de cette ligne et, quand un chemin de fer sera construit, ce sera la fortune pour le pays.

LE Conflit hispano-américain

Aux Etats-Unis

Washington. — Au Sénat, M. Butler a proposé une résolution tendant à considérer l'explosion du Maine comme un acte de guerre et à reconnaître la République cubaine afin de venger un crime ignominie et de terminer la guerre. Il a demandé aussi le rappel des troupes espagnoles.

Le Sénat s'est ajourné après avoir renvoyé le message à sa commission. A la Chambre, le comité des affaires étrangères a discuté le message puis s'est ajourné sans prendre de décision.

New-York. — Les dépêches de journaux indiquent que les commissions présenteront leurs rapports demain.

Une dépêche de Washington au New-York Herald dit que la majorité de la commission du Sénat est favorable à la résolution donnant au président mandat d'employer l'armée et la marine, s'il a pour but de rétablir la paix à Cuba. Le président se propose d'informer l'Espagne qu'il est obligé d'exécuter la volonté du Congrès et qu'il le fera immédiatement à moins que l'Espagne ne se retire de Cuba.

Washington. — Les commissions des deux Chambres n'ont pas arrêté leurs conclusions. Beaucoup de membres de la commission de la Chambre des représentants, jusqu'ici nettement favorables à l'indépendance de Cuba et à l'intervention, auraient complètement changé d'avis.

Washington. — M. Lindsay propose au Sénat un ordre du jour déclarant que les États-Unis doivent conclure un arrangement avec les autorités révolutionnaires de Cuba reconnues par le chef Gomez ; qu'ils doivent agir de concert avec les troupes de Gomez à Cuba ; que toutes les propositions des autorités révolutionnaires cubaines peuvent être favorablement accueillies, pourvu que les autorités donnent aux officiers américains le droit de diriger les opérations militaires destinées à obtenir l'indépendance de Cuba.

Un ordre du jour Wilson invite Mac-Kinley à prendre les mesures nécessaires pour faire cesser les hostilités et établir un gouvernement républicain stable

à Cuba en employant la force armée s'il le faut.

Un ordre du jour Allen déclare que les États-Unis sont en guerre avec l'Espagne.

Cet ordre du jour reconnaît l'indépendance de Cuba et invite le président à agir.

Le sénateur Nason, dans son discours en faveur de la guerre, prend vivement l'Espagne à partie. Il ajoute que la guerre n'est qu'un moyen pour obtenir une paix honorable.

Il ne s'agit pas d'anéantir la nation espagnole, mais il faut abaisser son drapeau en l'obligeant à renoncer à sa souveraineté à Cuba en exploitation de l'insulte faite au drapeau américain par la destruction du Maine et l'assassinat des marins américains.

Il faut observer que parler d'intervention par la force sans déclarer ouverte la guerre, c'est manquer de franchise et que cela sent trop la diplomatie espagnole.

Une lettre au président Mac-Kinley

Paris. — Un exilé haïtien, le général Mac-Kinley, a adressé de Paris au président Mac-Kinley une lettre curieuse et bien topique pour le dissuader de donner l'indépendance à Cuba, en faisant une comparaison entre le Canada autonome et Haïti indépendant.

En voici le passage principal :

D'un côté, le Canada jouissant de l'autonomie, telle que l'Espagne, pour sauver son honneur, l'offre à ses sujets cubains, riches, puissants, prospères, profitant de tous les avantages d'un Etat libre, sans en avoir les charges les plus onéreuses, celles de l'armée et de la marine.

De l'autre, Haïti, avec une population de sang mêlé, similaire à celle de Cuba et presque aussi nombreuse, avec un sol plus fertile, qui a vu en quatre-vingt-cinq années d'indépendance se succéder vingt-huit révolutions, noyées dans le feu et le sang, se succéder dix-sept présidents, dont un seul, Nissage, descendant pacifiquement du pouvoir, sans avoir eu deux soulèvements à réprimer, dont trois, Dessalines, Henry, Guerrier, furent assassinés ; un, Salnave, fusillé par les rebelles ; un, Domingue, blessé en fuyant, dix exilés et forcés à la fuite, pour échapper au peulon d'exécution ; le dernier, Hippolyte, mort à la peine, après avoir dû terroriser la population par les sanglantes journées de mai 1891 ; Haïti, qui a vu son chiffre de sa population passer de 408 millions en 1788 — chiffre énorme pour l'époque — à 120 millions de nos jours.

Et j'ai la profonde conviction que vous n'hésitez plus une seule minute. Car ce n'est certainement pas un pareil sort que vous désirez pour Cuba, ni pour le commerce.

Les manifestations en Espagne

Madrid. — Des groupes assez nombreux ont de nouveau manifesté hier soir à la Puerta del Sol, devant le ministère de l'Intérieur. La police et les gendarmes ont chargé. Des manifestants ont été contusionnés, plusieurs ont été arrêtés ; des patrouilles ont continué à disperser les groupes au centre de la ville. A minuit le calme était rétabli.

Barcelone. — Des manifestations patriotiques ont eu lieu hier soir à Barcelone et à Valence. On ne signale aucun incident.

Le général de Bourbon

Le général de Bourbon a été envoyé au château de Santona ; il sera l'objet de poursuites.

L'armistice à Cuba

La Havane. — Le maréchal Blanco et les ministres insulaires ont conféré au sujet de l'armistice ; ils se sont accordés pour demander à l'Espagne diverses explications, notamment en ce qui concerne la suspension des hostilités. Aussitôt la réponse reçue, un décret paraîtra.

Washington. — L'Espagne, par l'intermédiaire de M. Polo de Bernabé, a présenté au département d'Etat une note importante notifiant officiellement la concession de l'armistice, rappelant les institutions libérales octroyées à Cuba et renouvelant la proposition de l'Espagne de soumettre la question du Maine à des experts désignés par les puissances maritimes.

Le cabinet de Washington a examiné la note de l'Espagne, laquelle, suivant les déclarations des membres du cabinet, ne modifie pas le message du président et ne change nullement la situation générale.

La Havane. — La Gasette a publié hier la proclamation suivante de M. le maréchal Blanco :

« Le gouvernement de Sa Majesté, accédant au désir plusieurs fois exprimé par Léon XIII et par les ambassadeurs de six grandes puissances d'Europe, a décidé, pour préparer et faciliter la paix dans l'île, de suspendre les hostilités, d'ordonner de prendre les dispositions suivantes :

« Article 1^{er}. — Les hostilités seront suspendues dans tout le territoire de l'île le lendemain de la réception de cette proclamation dans chaque localité.

« Art. 2. — Les détails de l'exécution de cette suspension et des délais pendant lesquels elle sera appliquée seront déterminés par des instructions spéciales communiquées aux commandants généraux ».

Washington. — Les journaux publient une lettre de Maximo Gomez, dans laquelle le chef cubain rejette l'offre de l'armistice au nom du gouvernement provisoire, à moins que l'Espagne n'abandonne Cuba.

Le message et la presse

Paris. — La plupart des journaux estiment que le message du président Mac-Kinley laisse encore un espoir de paix, mais bien faible et bien chancelant.

De l'Unités. — Les thèmes d'incrimination que le message Mac-Kinley énumère complaisamment contre la pauvre Espagne peuvent avoir en soi et en fait une base réelle, mais dans la bouche du président américain, ils n'ont que la valeur d'un prétexte.

Ce qui achève de prouver et d'une façon éclatante que ce savant réquisitoire n'est que le masque de l'ambition et le prologue d'une guerre faite exclusivement afin d'arriver à l'annexion pure et simple de la reine des Antilles, c'est le peu d'attention qu'il accorde aux concessions faites par l'Espagne : autonomie, mesures de clémence, proposition d'un arbitrage pour la question du Maine, et enfin octroi de l'armistice aux insurgés. Il y a là un évident parti-pris.

Du Moniteur Universel. — Quand on consulte l'acte, à la fois généreux et politique, de la reine-régente et du ministre Sagasta concédant aux insurgés l'armistice, on se prit à espérer que la guerre pourrait être évitée. Malheureusement, le message que Mac-Kinley vient d'envoyer au congrès des États-Unis, n'aura pas permis à ces espérances de se maintenir longtemps. Non point que le document rédigé par le président de la République américaine, conclue une guerre immédiate ; mais les conditions auxquelles il attache le maintien de la paix, les prétentions qu'il formule sont d'une telle nature qu'il y a bien là de quoi décourager les optimistes.

Sans doute, lui aussi se garde de conclure et il se lave les mains de ce qui arrivera, rejetant la responsabilité de la politique à suivre sur le congrès, mais cela indique qu'il y a peu de place pour l'espérance. Le message peut se résumer en effet dans cette alternative : ou l'Espagne évacue Cuba ou ce sera la guerre.

De la République Française. — Dans la discussion qui a suivi au Sénat américain l'envoi du message de M. Mac-Kinley, un sénateur a résumé en cette phrase topique l'impression qu'il en avait reçue : « C'est la préface d'une guerre de conquête ; il ne faut pas en effet se laisser abuser par la correction de ton de ce document. Il n'y a qu'une conclusion : l'abandon de Cuba ou la guerre, et cette conclusion se dégage avec autant plus de netteté que le corps auquel il s'adresse est animé même de sentiments plus intenses et qu'il en soulève plutôt qu'il n'en atténue la portée. »

Du Temps. — Au fond, ce qui caractérise essentiellement le langage du premier magistrat de la grande République, c'est une espèce d'élimination plus ou moins consciente ou intentionnelle de toute considération puisée autre part que dans les intérêts ou les sentiments du peuple américain, c'est au plus haut degré un document pour l'usage interne, il est tout entier adapté à l'état d'esprit très particulier de cette grande démocratie qui ignore naïvement et en toute bonne foi l'existence d'un autre monde, c'est-à-dire du reste du monde, avec les mêmes droits et la même puissance qu'elle.

Là est proprement le danger de l'attitude adoptée par le président. D'une question internationale et cosmopolite, le premier chef de l'Etat américain a fait une question de parti. Il descend de propos délibéré du plan de l'action diplomatique des négociations à celui de la politique spécifique, à celui de la politique électorale, des discussions de la tribune et des intrigues des couloirs ; pour tout dire d'un mot, peut-être un peu sévère dans sa justesse ; là où un Washington ou un Lincoln se seraient piqués, par patriotisme américain même, d'être un homme d'Etat, Mac-Kinley n'a voulu être qu'un politicien.

Du Journal des Débats. — Certes M. Mac-Kinley a trouvé des façons décentes de parler, et sa politique agressive a revêtu des formes doucereuses. Il n'est question dans le message que d'humanité ; ce sont les devoirs d'humanité qui forcent les États-Unis à intervenir ; ils n'ont d'autre but que de faire cesser de lamentables effusions de sang ; et la religion chrétienne leur interdit de supporter le spectacle d'une population affamée, et que ses maîtres reconnaissent avoir diminué de moitié en quelques mois ; et cela serait touchant si l'on n'y sentait terriblement le sophisme qui, chez les Américains, prend si volontiers des allures sentimentales.

En réalité, ce qu'il y a au fond du message, c'est la proclamation du droit d'intervention pure et simple ; que la guerre puisse être évitée, nous voulons encore l'espérer. Les dispositions du Congrès ne sont malheureusement pas douteuses, mais M. Mac-Kinley ne lui demande pas autre chose que l'autorisation d'intervenir à Cuba ; peut-être la tournure que prendront ces jours-ci les événements lui permettra-t-elle de n'en pas user.

Rome. — Le Popolo Romano félicite l'Espagne d'avoir eu la sagesse d'accéder aux conseils de l'Europe.

Si les puissances ont insisté auprès du gouvernement de Madrid pour obtenir la proclamation de l'armistice, dit-il, il est à supposer qu'elles s'étaient assurées auparavant que leurs démarches seraient prises en considération à Washington ; de fait, le message et les déclarations du président Mac-Kinley font espérer que ce différend pourra être réglé pacifiquement.

Le Don Chisciotte estime que la concession de l'armistice est un bon commencement pour le règlement pacifique du différend.

Malgré la volonté apparente des deux gouvernements, les dangers de guerre ne sont pas encore éliminés et l'enthousiasme belliqueux des deux peuples est un mauvais symptôme.

Londres. — Le correspondant du Daily Chronicle à Washington dit que le message de M. Mac-Kinley a produit le plus grand mécontentement parmi la majorité des membres du Congrès, qui s'attendaient à ce que le président recommandât l'intervention armée immédiate.

Le correspondant du Daily News dit que la paix paraît maintenant assurée. Il prévoit une solution satisfaisante à la question cubaine.

Le Standard espère encore un règlement pacifique. L'affaire du Maine peut s'arranger. Le décret d'armistice émis à M. Mac-Kinley de recourir à la force.

par Paul HAREL

VII

Le moulin de la Galaisière, bâti en 1598, au confluent de la Brillante et du

L'ancien liquoriste s'était bien gardé de jamais faire allusion, devant le der-

« Comtesse, vous n'êtes plus chez vous, maintenant, vous êtes chez moi ! soyez polie. » Et quand il avait mis l'ombre au pas, il remplissait la grande salle du rire qu'il croyait voltairien.

Plus grand encore qu'il ne le pensait. Pendant que le châtelain du Saubillon descendait au moulin, Montormel montait au château pour y renou-

— Qu'est-ce que tu penses du comte de Montormel, toi ?

— Monsieur, répondit franchement

ce qui nous sépare... Maintenant je m'en rapporte à votre discrétion et à votre loyauté !

Cahier gommé très pratique pour faire d'avance ou au moment des Cigarettes qui ne se déroulent jamais

DREVET
LYON - Cours Charlemagne, 54 - LYON



PIANOS & ORGUES
DE TOUTES MARQUES

Mⁱⁿ Lejeune

Musicien diplômé du Conservatoire de Paris
LYON - 50, Rue de la Charité, 50 - LYON

Grande facilité de paiement
VENTE A 50 MOIS DE CRÉDIT
Avec facilité de remboursement
VENTE, LOCATION, ACCORDS, RÉPARATIONS
La Maison entretient gratuitement ses pianos en location

DANS TOUTES LES GARES

[illegible]